INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Bulletin statistique régional

Édition 2013

CRÉ – Longueuil

Déjà 100 ans de patrimoine statistique

Québec

Équipe de rédaction :

Marianne Bernier, Danielle Bilodeau, Anne Binette Charbonneau, Sophie Brehain, Pierre Cambon, Stéphane Crespo, Marc-André Demers, Claude Fortier, Jean-François Fortin, Chantal Girard, Stéphane Ladouceur, Guillaume Marchand, Martine St-Amour

Avec l'assistance technique de :

Mélanie Jean, Virginie Lachance, Danielle Laplante, Danny Sanfaçon, Gabrielle Tardif

Révision linguistique :

Esther Frève

Sous la coordination de :

Pierre Cambon, Stéphane Ladouceur

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411
Sans frais : 1-800-463-4090
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com / Amanda Rohde / Victor Kapas / Devin Allphin, photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	g	Gramme
...	N'ayant pas lieu de figurer	kg	Kilogramme
–	Néant ou zéro	t	Tonne métrique
—	Données infime	hl	Hectolitre
p	Donnée provisoire	n	Nombre
r	Donnée révisée	$	En dollars
e	Donnée estimée	k	En milliers
F	Donnée peu fiable	M	En millions
x	Donnée confidentielle	G	En milliards

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2013
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juillet 2013

Table des matières

Territoire 2

Démographie 3

Conditions de vie et bien-être 7

Marché du travail 9

Comptes économiques 10
Produit intérieur brut 10
Revenu disponible des ménages 12

Investissements et permis de bâtir 15
Investissements 15
Permis de bâtir 16

Science et technologie 17

Santé 19

Éducation 21

Culture et communications 22

Concepts et définitions 24

Tableaux comparatifs 30

1. Territoire

par Guillaume Marchand, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le territoire de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Longueuil couvre une superficie en terre ferme de 282 km^2. Elle est composée de cinq municipalités : Brossard, Saint-Lambert, Boucherville, Saint-Bruno-de-Montarville, Longueuil.

La couverture du sol[1] de Longueuil est composée majoritairement de 141 km^2 de zones développées (45,8 %), de 100 km^2 de terres agricoles cultivées (32,5 %) et de 26 km^2 d'eau (8,5 %). Finalement, les terres humides s'étendent sur 2 km2, ce qui représente 0,5 % de la région.

Couverture du sol

	Superficie	
	km^2	%
Données non disponibles	0	0,0
Eau	26	8,5
Glace, roche, terrain découvert	3	0,9
Bryophytes et lichens	0	0,0
Arbustes	0	0,0
Terres humides	2	0,5
Plantes herbacées et toundra	7	2,1
Terres agricoles cultivées	100	32,5
Forêt de conifères	0	0,0
Forêt de feuillus	25	8,2
Forêt mixte	4	1,2
Zones développées	141	45,8

Sources : GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V), ministère des Ressources naturelles.

1. Compte tenu de l'arrondissement des données, il peut arriver que la somme des parties n'égale pas le total. Des informations supplémentaires sur les différentes catégories de couverture du sol sont également disponibles dans la section concepts et définitions.

2. Démographie

par Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

La croissance démographique de la CRÉ – Longueuil s'est accélérée entre 1996 et 2012. Elle demeure légèrement inférieure à celle enregistrée dans l'ensemble de la Montérégie, mais elle a récemment rattrapé la moyenne québécoise. Si la croissance de Longueuil est plus rapide depuis quelques années, c'est notamment parce que les naissances y ont augmenté et que son bilan migratoire interrégional s'est amélioré. Longueuil accueille également un nombre non négligeable d'immigrants.

Évolution de la population

Selon les estimations provisoires, la CRÉ – Longueuil comptait 410 300 habitants au 1er juillet 2012, soit 27,9 % de la population de la Montérégie et 5,1 % de celle de l'ensemble du Québec.

La croissance démographique de la CRÉ – Longueuil s'est accélérée progressivement depuis la fin des années 1990 : tandis que sa population a crû en moyenne à un taux annuel de 1,4 pour mille entre 1996 et 2001, ce taux s'est élevé à 4,9 pour mille en 2001-2006 et a atteint 9,0 pour mille en 2006-2012, selon les données provisoires. Au cours de cette dernière période, Longueuil a rattrapé la moyenne québécoise, également de 9,0 pour mille, mais a continué de croître un peu plus faiblement que l'ensemble de la Montérégie, dont le taux d'accroissement annuel moyen s'établit à 10,2 pour mille. À l'intérieur de la Montérégie, la CRÉ – Longueuil termine la période 2006-2012 avec une croissance un peu plus rapide que celle de la CRÉ – Montérégie Est (8,2 pour mille), mais inférieure à celle de la CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (14,4 pour mille).

Tableau 2.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 1996-2012p

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]		
	1996	2001	2006	2012p	1996-2001	2001-2006	2006-2012p
	n				pour 1 000		
CRÉ – Longueuil	**376 732**	**379 323**	**388 817**	**410 314**	**1,4**	**4,9**	**9,0**
Montérégie	**1 282 798**	**1 313 169**	**1 383 020**	**1 470 252**	**4,7**	**10,4**	**10,2**
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**8 054 756**	**4,1**	**6,3**	**9,0**

Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012.

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2013), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les estimations de population : prudence dans l'interprétation des données provisoires

Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions administratives et des MRC entre 2006 et 2012. Les estimations de population de Statistique Canada actuellement disponibles pour cette période ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2006 (rajustés pour le sous-dénombrement net), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Les estimations de population seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions.

Structure par âge

En 2012, la structure par âge de la CRÉ – Longueuil se distingue peu de celle l'ensemble du Québec. L'âge médian – qui sépare la population en deux groupes égaux – y est de 42,3 ans, comparativement à 41,5 ans au Québec. Toutes proportions gardées, la CRÉ compte un peu moins de jeunes de moins de 20 ans (20,8 %) et un peu plus de personnes âgées de 65 ans et plus (16,9 %) que dans l'ensemble du Québec (21,4 % et 16,2 % respectivement), mais les écarts sont mineurs. La part des 20-64 ans y est similaire à la moyenne québécoise, soit d'un peu plus de 62 %. Dans l'ensemble de la Montérégie, l'âge médian est de 41,7 ans en 2012. Les jeunes sont proportionnellement un peu plus nombreux dans l'ensemble de la région (22,8 %) que dans la CRÉ – Longueuil, contrairement aux aînés qui le sont un peu moins (15,7 %).

Tableau 2.2

Population par grand groupe d'âge et âge médian, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2012[p]

	Groupe d'âge								Âge
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	médian
	n				%				
CRÉ – Longueuil	**410 314**	**85 399**	**255 466**	**69 449**	**100,0**	**20,8**	**62,3**	**16,9**	**42,3**
Montérégie	**1 470 252**	**335 255**	**904 344**	**230 653**	**100,0**	**22,8**	**61,5**	**15,7**	**41,7**
Ensemble du Québec	**8 054 756**	**1 727 552**	**5 025 818**	**1 301 386**	**100,0**	**21,4**	**62,4**	**16,2**	**41,5**

Note : Population au 1er juillet.

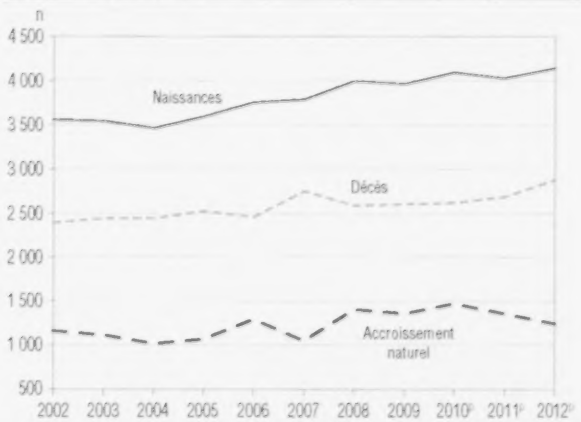
Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2013), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Naissances, décès et accroissement naturel

Selon les données provisoires, environ 4 150 bébés sont nés dans la CRÉ – Longueuil en 2012. Ce nombre fluctue à un peu plus de 4 000 depuis l'année 2010. En comparaison, il était d'environ 3 500 de 2002 à 2004, avant d'amorcer un mouvement à la hausse dans la deuxième moitié des années 2000. Cette augmentation du nombre de naissances a été commune à la plupart des régions et presque partout, elle a été suivie d'une stabilisation au cours des années les plus récentes.

Figure 2.1

Naissances, décès et accroissement naturel, CRÉ – Longueuil, 2002-2012[p]



Note : Les données sur les naissances de 2010 sont finales.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Deux facteurs expliquent que les naissances soient plus nombreuses dans la CRÉ – Longueuil depuis quelques années. D'une part, le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants s'est accru, principalement dans les groupes d'âge les plus féconds (25 à 34 ans). D'autre part, la fécondité s'est élevée, l'indice synthétique de fécondité étant passé de 1,42 enfant par femme en 2002 à 1,56 en 2012 (donnée provisoire). Entre ces deux années, il a culminé à 1,62 en 2008. La CRÉ continue toutefois d'afficher une fécondité inférieure à la moyenne québécoise, qui s'établit à 1,68 enfant par femme en 2012. La fécondité y est également moindre que dans l'ensemble de la Montérégie (1,83 enfant par femme).

En ce qui concerne les décès, leur nombre tend à augmenter dans la CRÉ comme dans l'ensemble du Québec en raison d'une population en croissance et, surtout, vieillissante. En 2012, près de 2 900 décès ont été enregistrés dans la CRÉ – Longueuil, comparativement à 2 391 en 2002. En soustrayant les décès des naissances, on obtient un solde correspondant à l'accroissement naturel de la population. Celui-ci est d'environ 1 250 personnes en 2012. Il est en baisse depuis deux ans, puisque les décès continuent d'augmenter, alors que le nombre de naissances a peu bougé. Il demeure cependant un peu plus élevé que durant toute la première moitié des années 2000. En 2002, il était de 1 162 personnes.

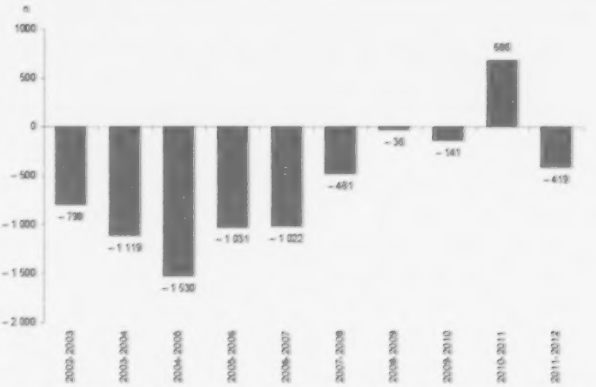
Migration interrégionale

La CRÉ – Longueuil a généralement été déficitaire dans ses échanges migratoires avec les autres régions du Québec au cours des 10 dernières années. L'année 2010-2011 constitue l'exception, un gain de 686 personnes ayant été enregistré. Si le solde migratoire interrégional est redevenu négatif en 2011-2012 (– 419 personnes), les pertes sont toutefois moins importantes qu'au cours des années 2003-2004 à 2006-2007, quand elles étaient de plus de 1 000 personnes annuellement.

Le profil migratoire par groupe d'âge montre qu'en 2011-2012, la CRÉ – Longueuil a réalisé des gains chez les 30-49 ans et chez les moins de 20 ans, ce qui témoigne d'une attraction chez les familles avec enfants. Ces gains ne sont toutefois pas parvenus à compenser les pertes importantes enregistrées chez les jeunes dans la vingtaine et chez les personnes en âge de prendre leur retraite, soit les 55-64 ans.

Figure 2.2

Solde migratoire interne, CRÉ – Longueuil, 2002-2003 à 2011-2012



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Figure 2.3

Solde migratoire interrégional selon le groupe d'âge, CRÉ – Longueuil, 2011-2012

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

La CRÉ – Longueuil exerce une force d'attraction importante sur les résidants de Montréal, d'où provenaient 45 % des entrants en 2011-2012. Montréal est également la destination d'une part importante des individus qui quittent la CRÉ, mais les sortants sont beaucoup moins nombreux que les entrants. En 2011-2012, le déséquilibre des échanges a engendré des gains considérables, de 2 797 individus, en faveur de la CRÉ – Longueuil. Par contre, les échanges avec les deux autres CRÉ de la Montérégie lui ont été grandement défavorables. Les départs vers ces deux territoires ont été plus nombreux que ceux vers Montréal, tandis que les arrivées ont été moindres. Le déficit de la CRÉ – Longueuil avec le reste de la Montérégie est de – 2 428 personnes en 2011-2012. Les échanges avec la plupart des autres régions, beaucoup moins importants, ont aussi entraîné des pertes, mais de plus faible ampleur.

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional avec chacune des régions administratives, CRÉ – Longueuil, 2011-2012

	Solde	Entrants			Sortants		
		Rang	n	%	Rang	n	%
Bas-Saint-Laurent	– 61	14	84	0,4	13	145	0,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	– 23	12	142	0,7	12	165	0,8
Capitale-Nationale	– 45	6	464	2,4	7	509	2,6
Mauricie	– 44	10	181	0,9	10	225	1,1
Estrie	– 166	7	420	2,2	6	586	3,0
Montréal	2 797	1	8 635	44,6	2	5 838	29,5
Outaouais	– 67	11	174	0,9	9	241	1,2
Abitibi-Témiscamingue	– 34	15	62	0,3	15	96	0,5
Côte-Nord	8	16	60	0,3	16	52	0,3
Nord-du-Québec	2	17	27	0,1	17	25	0,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 33	13	92	0,5	14	125	0,6
Chaudière-Appalaches	– 24	9	187	1,0	11	211	1,1
Laval	37	5	631	3,3	5	594	3,0
Lanaudière	– 135	3	747	3,9	3	882	4,5
Laurentides	– 109	4	678	3,5	4	787	4,0
Montérégie[1]	– 2 428	2	6 561	33,9	1	8 989	45,5
Centre-du-Québec	– 94	8	208	1,1	8	302	1,5
Total	**– 419**	**...**	**19 353**	**100,0**	**...**	**19 772**	**100,0**

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des parties.

1. Gains ou pertes nets résultant des échanges migratoires avec les deux autres CRÉ de la Montérégie.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Immigration internationale

L'immigration internationale est une composante non négligeable du bilan démographique de la CRÉ – Longueuil. En janvier 2012, 6,5 % des immigrants récents, admis au Québec entre 2006 et 2010, y étaient établis selon une étude du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec. Cette proportion représente environ 12 500 nouveaux résidants[1]. Longueuil accueille la majorité des immigrants récents qui habitent en Montérégie. En 2012, parmi les 19 600 immigrants admis entre 2006 et 2010 qui résidaient dans la région, 64 % d'entre eux se trouvaient sur le territoire de la CRÉ – Longueuil.

1. Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec (2012). *Présence en 2012 des immigrants admis au Québec de 2001 à 2010*, Montréal, Gouvernement du Québec, 33 p.

3. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2010, la proportion des familles en situation de faible revenu est moins élevée dans la CRÉ – Longueuil (8,5 %) que dans l'ensemble du Québec (9,3 %), et cette proportion est plus élevée que dans l'ensemble de la Montérégie (7,5 %). De 2006 à 2010, le taux de faible revenu après impôt des familles augmente dans la conférence régionale (+ 0,2 point de pourcentage), tandis qu'il diminue de 0,1 point dans l'ensemble du Québec et augmente de 0,3 point dans la Montérégie. Par rapport à 2009 seulement, le taux est en diminution de 0,4 point, comparativement à une diminution de 0,5 point dans l'ensemble du Québec et une diminution de 0,6 point dans la Montérégie.

À l'instar des autres conférences régionales, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente conférence régionale. En 2010, ce taux est 3,9 fois plus élevé concernant les familles monoparentales (23,5 %) qu'en ce qui concerne les couples (6,0 %). Entre 2006 et 2010, le taux augmente de 0,1 point concernant les familles monoparentales, comparativement à une augmentation de 0,3 point pour les couples.

Toujours en 2010, on dénombre dans la conférence régionale 9 480 familles à faible revenu, dont 3 780 sont monoparentales. Aussi, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 10 220 en 2006 à 10 700 en 2010, soit une augmentation de 4,7 %. Cette augmentation est plus élevée que la diminution du nombre total d'enfants de la conférence régionale (– 3,1 %).

Tableau 3.1

Taux de faible revenu selon le type de famille, CRÉ – Longueuil, 2006-2010

	2006	2007	2008	2009	2010	Écart 2010-2006
			%			point de pourcentage
Taux de faible revenu des familles	**8,3**	**8,9**	**8,8**	**8,9**	**8,5**	**0,2**
Famille comptant un couple	**5,7**	**6,1**	**6,1**	**6,3**	**6,0**	**0,3**
Sans enfants	5,1	5,4	5,4	5,4	5,1	0,0
Avec 1 enfant	6,3	6,8	6,6	7,1	7,1	0,8
Avec 2 enfants	5,0	5,6	5,7	5,9	5,6	0,6
Avec 3 enfants et plus	9,1	9,7	10,3	10,4	9,7	0,6
Famille monoparentale	**23,4**	**24,7**	**24,4**	**24,2**	**23,5**	**0,1**
Avec 1 enfant	21,5	22,3	22,3	21,3	20,9	– 0,7
Avec 2 enfants	23,3	25,4	24,4	25,6	24,8	1,4
Avec 3 enfants et plus	38,5	42,0	41,5	42,9	40,6	2,2

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Revenu médian des familles

De 2009 à 2010, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, augmente de 0,3 % dans la conférence régionale de Longueuil. Cette augmentation est moins élevée que celle observée dans l'ensemble du Québec (+ 1,0 %), et par ailleurs cette augmentation est moins élevée que celle observée dans l'ensemble de la Montérégie (+ 0,8 %). Aussi, la conférence régionale est en avance par rapport à l'ensemble du Québec puisque, selon les données de 2010, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles s'établit à 72 940 $, comparativement à 65 860 $ au Québec. Notons qu'elle est en avance par rapport à la Montérégie (71 140 $).

Tableau 3.2

Revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, CRÉ – Longueuil et ensemble du Québec, 2009-2010

	2009	2010	Variation 2010/2009
	$ constants de 2010		%
CRÉ – Longueuil	**72 747**	**72 940**	**0,3**
Montérégie	**70 550**	**71 140**	**0,8**
Ensemble du Québec	**65 215**	**65 860**	**1,0**

Note : Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2010.

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

En 2010, les familles monoparentales ont un revenu médian après impôt (39 590 $) moins élevé que celui des familles comptant un couple (67 320 $). Enfin, de 2009 à 2010, le revenu médian des familles monoparentales s'est amélioré de 0,8 %. Quant aux familles comptant un couple, leur revenu s'est détérioré de 0,3 %.

Tableau 3.3

Revenu médian après impôt selon le type de famille, CRÉ – Longueuil, 2009-2010

	2009	2010	Variation 2010/2009
	$ constants de 2010		%
Famille comptant un couple	**67 534**	**67 320**	**– 0,3**
Sans enfants	57 106	56 680	– 0,7
Avec 1 enfant	73 921	74 090	0,2
Avec 2 enfants	86 515	86 650	0,2
Avec 3 enfants et plus	82 324	82 610	0,3
Famille monoparentale	**39 279**	**39 590**	**0,8**
Avec 1 enfant	38 338	38 800	1,2
Avec 2 enfants	42 083	41 840	– 0,6
Avec 3 enfants et plus	37 700	38 830	3,0

Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

4. Marché du travail

4.1 Nombre et taux de travailleurs de la CRÉ – Longueuil

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Après s'être détériorée en 2009 à la suite de la récession économique, la situation du marché du travail s'améliore dans la CRÉ – Longueuil pour une deuxième année consécutive. En 2011, le nombre de travailleurs de 25 à 64 ans y progresse de 1,5 %, soit à un rythme supérieur à celui que l'on observe dans l'ensemble du Québec (+ 1,3 %) et dans la région administrative de la Montérégie (+ 1,2 %). Cette progression dans le territoire de la CRÉ se manifeste toutefois davantage chez les hommes (+ 1,7 %) que chez les femmes (+ 1,2 %). D'ailleurs, le nombre de travailleurs s'est accru dans l'ensemble des groupes d'âge en 2011, à l'exception des 45-54 ans où il recule légèrement de 0,4 %.

Tableau 4.1.1

Nombre et taux des travailleurs de 25 à 64 ans, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2010-2011

	Nombre			Taux		
	2010r	2011p	Variation 2011/2010	2010r	2011p	Écart 2011-2010
	n		%	%		Point de %
CRÉ – Longueuil	**167 728**	**170 166**	**1,5**	**74,1**	**74,7**	**0,6**
Hommes	84 882	86 295	1,7	76,3	77,0	0,7
Femmes	82 846	83 871	1,2	72,0	72,6	0,6
Montérégie	**614 919**	**622 594**	**1,2**	**76,9**	**77,7**	**0,8**
Hommes	316 643	320 489	1,2	79,2	79,9	0,7
Femmes	298 276	302 105	1,3	74,6	75,5	0,9
Ensemble du Québec	**3 241 032**	**3 283 171**	**1,3**	**72,8**	**73,3**	**0,5**
Hommes	1 684 479	1 705 341	1,2	75,1	75,5	0,4
Femmes	1 556 553	1 577 830	1,4	70,4	71,1	0,7

Note : Selon le découpage territorial et la dénomination des MRC géographiques au 31 décembre 2012.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Revenu Québec.

En ce qui concerne le taux de travailleurs de la CRÉ– Longueuil (74,7 %), il continue à être inférieur à la moyenne régionale (77,7 %), mais supérieur à celui de l'ensemble du Québec (73,3 %). Toujours en 2011, le taux de travailleurs des femmes dans la CRÉ – Longueuil progresse de 0,6 point et atteint un nouveau sommet de 72,6 %, tandis que celui des hommes croît un peu plus fortement, soit de 0,7 point pour se fixer à 77,0 %. Quoique toujours à l'avantage des hommes, l'écart entre les taux de travailleurs masculin et féminin s'est tout de même réduit de 9,5 points de pourcentage par rapport à 2002 et il s'établit en 2011 à 4,4 points.

5. Comptes économiques

5.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques

En 2010, le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants (PIB) se chiffre à 14,9 G$ dans le territoire de la CRÉ – Longueuil, ce qui constitue tout près de 5 % du PIB du Québec et 32,4 % de celui de la Montérégie. Le PIB de la Montérégie compte lui-même pour 15,3 % du PIB du Québec, ce qui classe cette région au deuxième rang, après Montréal, parmi les régions administratives du Québec.

La croissance économique de la CRÉ – Longueuil en 2010 montre un taux de 3,2 %, soit un rythme de croissance légèrement plus élevé que celui du taux de croissance annuel moyen (TCAM) des quatre dernières années (+ 3,1 %), mais plus lent que celui de la croissance enregistrée au Québec en cette année 2010 qui se chiffre à 4,6 %. Le TCAM de Longueuil est aussi plus lent que celui du Québec (+ 3,3 %). Au chapitre de la croissance économique en 2010, la CRÉ – Longueuil occupe le troisième et dernier rang parmi les trois territoires de la CRÉ de la Montérégie.

Produit intérieur brut par industrie

Les industries des services ont une forte prépondérance dans l'économie de la CRÉ – Longueuil avec un PIB qui atteint 10,6 G$ en 2010, soit 71,7 % de son activité économique, une part quasi identique à celle qu'on estime à l'échelle du Québec (71,7 %). Cette diversification dans les industries des services amène une stabilité de la croissance dans la région. En effet, en cette année 2010, la production de ces industries croît de 4,6 %, tandis que celle des industries productrices de biens glisse de 0,2 %. Au cours des quatre dernières années, le TCAM de ces deux secteurs se situe à 3,7 % et 1,6 % respectivement.

Dans les industries des services, la plupart sont en expansion en 2010. Du côté des bases économiques de la région dans le secteur des services, le commerce de gros monte de 5,1 % et celui de détail, de 6,2 % pendant que l'industrie des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement s'accroît de 2,4 %. Le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 6,3 %) conserve sa tendance haussière et connaît une hausse notable. Les soins de santé et l'assistance sociale (+ 3,9 %), les administrations publiques (+ 4,5 %) ainsi que l'hébergement et les services de restauration (+ 5,4 %) contribuent également à la bonne tenue de la CRÉ.

Avec un PIB de 4,2 G$, les industries productrices de biens occupent 28,3 % de l'économie de la CRÉ – Longueuil. En 2010, l'industrie de l'impression et des activités connexes de soutien, base économique importante de la CRÉ – Longueuil, diminue de 4,9 %. La fabrication d'aliments (+ 5,1 %) poursuit sur sa lancée, tandis que celle de produits chimiques (+ 5,4 %) augmente pour une deuxième année consécutive. En 2010, on observe un redressement de la fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques (+ 12,9 %), après deux années à la baisse. La fabrication de produits métalliques monte de 3,0 %, celle de machines, de 3,4 %, tandis que celle de produits minéraux non métalliques (+ 6,4 %) reprend de la vigueur. L'industrie de la fabrication enregistre toutefois plus de pertes que de gains en 2010, de sorte qu'elle recule de 1,9 %, ce qui cause une décroissance annuelle moyenne de 0,6 % au cours des quatre dernières années. La construction (+ 2,6 %) ralentit, mais demeure solide.

À la suite de deux modestes gains en 2007 et en 2008, la part des industries productrices de biens diminue dans la CRÉ – Longueuil. Ainsi, cette part, évaluée à 30,1 % de l'économie en 2006, se situe à 28,3 % en 2010. Au Québec, cette part s'amenuise entre 2006 et 2009, mais reprend de la vigueur en 2010. Elle se chiffre ainsi à 28,3 % en 2010 comparativement à 30,6 % en 2006.

Tableau 5.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie, CRÉ – Longueuil, 2009-2010

	2009[er]	2010[e]	Part de l'industrie en 2010	Variation annuelle moyenne 2010/2006	Variation 2010/2009
	k$			%	
Ensemble des industries	**14 394 435**	**14 859 046**	**100,0**	**15,2**	**3,2**
Secteur de production de biens	**4 219 101**	**4 212 335**	**28,3**	**1,6**	**– 0,2**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	32 296	33 978	0,2	– 0,9	5,2
Cultures agricoles et élevage	20 248	18 712	0,1	0,4	– 7,6
Foresterie et exploitation forestière	5 596	x	...	...	...
Pêche, chasse et piégeage	x	x	...	...	...
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	x	x	...	...	...
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	x	x	...	...	...
Services publics	x	x	...	...	...
Construction	1 000 783	1 026 847	6,9	6,4	2,6
Fabrication	2 719 966	2 667 809	18,0	– 0,6	– 1,9
Fabrication d'aliments	372 661	391 561	2,6	8,7	5,1
Fabrication de boissons et de produits du tabac	x	x	...	...	...
Usines de textiles et de produits textiles	x	x	...	...	...
Fabrication de vêtements	x	x	...	...	...
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	x	x	...	...	...
Fabrication de produits en bois	31 046	29 266	0,2	– 9,5	– 5,7
Fabrication du papier	x	x	...	...	...
Impression et activités connexes de soutien	148 143	140 893	0,9	– 1,5	– 4,9
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	x	x	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	243 782	257 013	1,7	– 2,0	5,4
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	95 472	100 414	0,7	– 6,6	5,2
Fabrication de produits minéraux non métalliques	69 722	74 215	0,5	– 1,3	6,4
Première transformation des métaux	x	x	...	...	...
Fabrication de produits métalliques	159 771	164 509	1,1	– 2,2	3,0
Fabrication de machines	148 462	153 451	1,0	2,0	3,4
Fabrication de produits informatiques et électroniques	x	x	...	...	...
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	57 415	64 830	0,4	0,0	12,9
Fabrication de matériel de transport	x	x	...	...	...
Fabrication de meubles et de produits connexes	51 048	49 253	0,3	– 4,7	– 3,5
Activités diverses de fabrication	x	x	...	...	...
Secteur des services	**10 175 334**	**10 646 711**	**71,7**	**3,7**	**4,6**
Commerce de gros	997 816	1 048 448	7,1	2,2	5,1
Commerce de détail	1 107 010	1 175 865	7,9	3,6	6,2
Transport et entreposage	536 636	549 502	3,7	0,6	2,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	396 815	402 483	2,7	1,5	1,4
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	2 608 849	2 772 401	18,7	4,6	6,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	655 123	666 316	4,5	4,1	1,7
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	416 784	426 988	2,9	2,4	2,4
Services d'enseignement	705 389	x	...	...	...
Soins de santé et assistance sociale	1 171 965	1 217 786	8,2	4,5	3,9
Arts,spectacles et loisirs	153 125	156 890	1,1	3,8	2,5
Hébergement et services de restauration	243 599	256 820	1,7	2,4	5,4
Autres services, sauf les administrations publiques	452 144	x	...	...	...
Administrations publiques	730 078	762 744	5,1	4,8	4,5

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec, Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la CRÉ – Longueuil figure au premier rang parmi les territoires de la CRÉ de la Montérégie en 2011. En effet, le PIB par habitant atteint 38 301 $, en hausse de 3,6 % par rapport à 2010, résultat d'une croissance de son PIB plus forte que celle du Québec couplée à une augmentation également plus forte de sa population. Au Québec, le PIB par habitant s'élève à 39 351 $ en 2011, après une augmentation de 3,6 %.

5.2 Revenu disponible des ménages

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Après avoir augmenté de 1,4 % en 2010, le revenu disponible des ménages par habitant de Longueuil croît avec un peu plus de vigueur en 2011, soit de 1,8 %. Au Québec, le taux de croissance (+ 2,6 %) en 2011 est supérieur à celui de la CRÉ, en raison d'une augmentation plus rapide du revenu primaire et des transferts en provenance des administrations publiques. Il faut remonter en 2009, pour voir le territoire longueuillois afficher un taux de croissance du revenu disponible des ménages supérieur à celui observé dans la province.

En dépit d'une croissance faible au cours des dernières années, Longueuil (27 649 $) continue d'afficher, en 2011, un revenu disponible des ménages par habitant supérieur à la moyenne provinciale (25 646 $). Parmi les CRÉ de la Montérégie, celle de Longueuil se classe bonne première, devant celles de Montérégie Est (26 457 $) et de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (25 799 $).

Décomposition du revenu disponible des ménages

La composition du revenu des ménages permet d'expliquer, en bonne partie, pourquoi le territoire de la CRÉ est en avance en regard de la moyenne québécoise. Ainsi, dans les prochains paragraphes, nous décortiquerons la structure de revenu des ménages de la CRÉ et nous la comparerons avec celle des ménages de la province.

Revenu primaire des ménages

Le revenu primaire, soit celui que tirent les ménages de leur participation au processus de production en tant que détenteur de facteurs de production, atteint 33 102 $ par habitant dans la CRÉ comparativement à 28 978 $ dans la province. Le revenu primaire représente ainsi 86,4 % du revenu total des ménages dans la CRÉ – Longueuil, tandis qu'il occupe une part moins importante dans l'ensemble du Québec, soit 83,8 %.

La rémunération des salariés, principale composante du revenu primaire des ménages, demeure plus élevée dans la CRÉ (26 069 $) que dans l'ensemble de la province (22 559 $). Cette situation s'explique, entre autres, par le fait que le taux de travailleurs des 25-64 ans est supérieur dans la CRÉ – Longueuil que dans l'ensemble du Québec. Toutefois, l'écart au chapitre de la rémunération des salariés entre la CRÉ et la province tend à rétrécir au cours des dernières années, passant de 3 857 $ en 2007 à 3 510 $ en 2011.

Le revenu mixte net, deuxième composante en importance du revenu primaire des ménages, s'élève à 3 707 $ dans la CRÉ – Longueuil, comparativement à 3 515 $ dans l'ensemble du Québec. Le revenu mixte net englobe le revenu net des exploitants agricoles, le revenu net des entreprises individuelles ainsi que le revenu des loyers. Notons cependant que le revenu des loyers continue de progresser fortement en regard de 2010 dans la CRÉ (+ 13,3 %), stimulé, entre autres, par la vigueur du marché immobilier.

En ce qui concerne le revenu net de la propriété, soit la différence entre les revenus de placement reçus et payés par les ménages, il est également plus élevé dans la CRÉ – Longueuil (3 327 $) qu'à l'échelle québécoise (2 905 $). La bonne performance de la CRÉ à ce chapitre est attribuable au fait qu'on retrouve une concentration relativement importante de ménages aisés, lesquels se caractérisent par des revenus de placement élevés.

Tableau 5.2.1

Revenu disponible des ménages et ses principales composantes par habitant, CRÉ – Longueuil et ensemble du Québec, 2010-2011

	CRÉ – Longueuil			Ensemble du Québec		
	2010	2011[p]	Variation 2011/2010	2010	2011[p]	Variation 2011/2010
	$/hab.		%	$/hab.		%
Rémunération des salariés	25 429	26 069	2,5	21 847	22 559	3,3
Revenu mixte net	3 511	3 707	5,6	3 324	3 515	5,7
Revenu net de la propriété	3 272	3 327	1,7	2 767	2 905	5,0
Égal :						
Revenu primaire des ménages	**32 213**	**33 102**	**2,8**	**27 938**	**28 978**	**3,7**
Plus :						
Transferts courants reçus par les ménages	**5 130**	**5 189**	**1,2**	**5 646**	**5 621**	**1,4**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	128	133	3,3	97	100	3,1
Des administrations publiques	4 919	4 977	1,2	5 366	5 461	1,4
Administration fédérale	2 160	2 192	1,5	2 434	2 471	1,5
Administration provinciale	1 374	1 358	– 1,1	1 645	1 641	– 0,3
Administrations autochtones	0	0	0,0	19	18	– 0,9
RRQ et RPC	1 386	1 426	2,9	1 289	1 331	3,3
Des non-résidents	82	79	– 3,0	62	60	– 2,1
Moins :						
Transferts courants payés par les ménages	**10 192**	**10 642**	**4,4**	**3 495**	**3 552**	**5,6**
Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	469	484	3,3	353	364	3,1
Aux administrations publiques (impôts, cotisations, etc.)	9 596	10 028	4,5	3 046	3 491	5,5
Aux non-résidents	126	129	1,1	96	98	2,1
Égal :						
Revenu disponible des ménages	**27 149**	**27 649**	**1,8**	**24 088**	**25 046**	**2,9**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, Commission de la santé et de la sécurité du travail, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Régie des rentes du Québec, Ressources humaines et Développement des compétences Canada, Revenu Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Société de l'assurance automobile du Québec, Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Transferts courants reçus par les ménages

À l'instar des autres territoires de CRÉ, les ménages de Longueuil reçoivent principalement des transferts courants en provenance des administrations publiques, tandis que les transferts reçus des non-résidents et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) représentent une source de revenus relativement négligeable. En 2011, les différents paliers de gouvernement ont versé, à eux seuls, en prestations sociales et crédits d'impôt remboursables plus de 4 950 $ par habitant dans la CRÉ, comparativement à 5 461 $ au Québec. Les transferts gouvernementaux sont moins importants dans la CRÉ – Longueuil en raison du fait que ses habitants ont moins recours aux prestations d'assurance-emploi, d'aide sociale et de la Sécurité de la vieillesse.

Transferts courants payés par les ménages

Pour calculer le revenu disponible, on déduit du revenu total les transferts que paient les ménages aux administrations publiques, aux non-résidents ainsi qu'aux ISBLSM. Évidemment, en raison d'un revenu total plus élevé, les transferts payés aux gouvernements par les ménages de Longueuil (10 028 $) sous forme d'impôt sur le revenu, de cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts sont supérieurs à ceux de l'ensemble du Québec (8 491 $). D'ailleurs, la part du revenu consacrée aux transferts payés par les ménages aux différents paliers de gouvernement a augmenté au cours des deux dernières années dans le territoire de la CRÉ pour s'établir à 26,2 % en 2011.

Il importe de mentionner que les dons de bienfaisance sont désormais déduits du revenu des ménages, étant donné qu'ils sont considérés, selon les normes du système de comptabilité nationale canadien, comme des transferts courants aux ISBLSM. En 2011, les habitants de Longueuil ont donné en moyenne 484 $ aux ISBLSM, ce qui est au-dessus la moyenne provinciale (364 $).

6. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques

6.1 Investissements

Selon les intentions pour 2013, les investissements dans la CRÉ – Longueuil devraient atteindre 3,6 G$, en hausse de 5,7 % par rapport à 2012, suivant une augmentation de 9,2 % entre 2011 et 2012. La CRÉ représenterait ainsi 31,3 % du total de la Montérégie (11,5 G$). À ce chapitre, la croissance de la CRÉ est plus rapide que celle de l'ensemble des CRÉ (+ 2,5 %), contrairement à 2012 (moyenne régionale : + 9,7 %). La CRÉ – Longueuil arrive au premier rang parmi les trois CRÉ de cette région en ce qui concerne la croissance annuelle.

Tableau 6.1.1

Dépenses en immobilisation par industrie[1] et par secteur, CRÉ – Longueuil, 2009-2013[2]

	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2013/2012	Part relative dans la région (2013)	Part relative dans le Québec (2013)
	k$					%		
Production de biens	285 717	298 556	315 341	465 816	468 132	0,5	13,0	22,3
Production de services	1 638 029	1 547 385	1 411 326	1 561 641	1 737 753	11,3	48,2	41,0
Logement	1 195 954	1 407 847	1 401 587	1 388 040	1 403 009	1,1	38,9	27,0
Total	**3 119 700**	**3 253 788**	**3 128 254**	**3 415 497**	**3 608 892**	**5,7**	**100,0**	**31,3**
Secteur privé non résidentiel	892 205	877 629	722 389	1 014 250	1 147 467	13,1	31,8	31,2
Secteur public	1 031 541	968 312	1 004 278	1 013 157	1 258 398	4,5	25,3	39,9

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

1. Statistique Canada, Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada,2002.
2. 2009-2011 : dépenses réelles, 2012 : dépenses réelles provisoires, 2013 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les industries productrices de biens, qui comptent pour 13,0 % de l'investissement de la CRÉ en 2013, sont en croissance de 0,5 % par rapport à 2012, pour atteindre 468,1 M$. Il s'agit d'un nouveau sommet historique. L'investissement dans la CRÉ représente 22,3 % de l'investissement total de ces industries de la Montérégie. En 2013, l'investissement de ces industries se concentre dans le secteur de la fabrication (213,0 M$) et dans celui des services publics (191,4 M$).

L'investissement dans les industries productrices de services, représentant près de la moitié de l'investissement de la CRÉ (48,2 %), est en hausse de 11,3 % par rapport à 2012 et se chiffre à 1,7 G$. Il s'agit du plus haut niveau atteint depuis 2008. La variation annuelle de l'investissement de la CRÉ dans ces industries, constituant 41,0 % de l'investissement de la Montérégie (4,2 G$), est supérieure à la moyenne régionale (– 0,1 %). Les administrations publiques dominent, avec des investissements prévus de 742,6 M$ en 2013, soit 42,7 % du total des industries productrices de services.

L'investissement résidentiel, qui monopolise 38,9 % de l'investissement de la CRÉ en 2013, est en croissance de 1,1 %, pour s'établir à 1,4 G$. Il s'agit d'une variation annuelle inférieure à la moyenne régionale (+ 4,2 %). La CRÉ représente 27,0 % du total de la Montérégie.

Le secteur privé non résidentiel, qui représente 31,8 % de l'investissement total, est en croissance de 13,1 % par rapport à 2012, pour s'élever à 1,1 G$. Cela correspond à une hausse annuelle supérieure à la moyenne régionale (+ 5,4 %). La CRÉ – Longueuil représente 31,2 % du secteur privé non résidentiel de la Montérégie. Les investissements publics affichent une croissance de 4,5 % par rapport à 2012, pour s'établir à 1,1 G$. Il s'agit d'une variation annuelle supérieure à la moyenne régionale (– 4,3 %). Cette CRÉ accapare 39,8 % des investissements publics de la Montérégie.

6.2 Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités de la CRÉ – Longueuil atteint 966,0 M$ en 2012, en hausse de 12,7 % par rapport à 2011. La croissance s'observe dans le secteur non résidentiel (+ 99,8 %), alors que le secteur résidentiel affiche une diminution (– 15,1 %).

Tableau 6.2.1

Valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2008-2012

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	Moyenne 2007-2011
CRÉ – Longueuil	**k$**	**831 219**	**787 823**	**845 115**	**856 803**	**965 950**	**12,7**	**824 679**
Résidentiel	k$	546 903	515 571	611 440	649 217	551 125	– 15,1	543 453
Non résidentiel	k$	284 316	272 252	233 675	207 586	414 825	99,8	281 226
Commercial	k$	199 443	137 870	147 876	134 342	283 893	111,3	165 907
Industriel	k$	35 407	24 902	32 468	33 093	53 752	62,4	33 947
Institutionnel	k$	48 466	109 780	53 331	40 151	77 180	92,2	81 372
Nouvelles unités créées	n	...	...	2 771	2 862	2 187	– 23,6	...
Montérégie	**k$**	**2 924 482**	**2 852 398**	**2 892 934**	**2 892 826**	**3 072 455**	**6,2**	**2 880 051**
Résidentiel	k$	2 056 907	1 937 242	2 160 290	2 166 393	2 084 387	– 3,8	2 037 993
Non résidentiel	k$	867 575	915 157	732 644	726 433	988 068	36,0	842 058
Commercial	k$	464 266	492 119	426 891	410 717	549 192	33,7	449 923
Industriel	k$	251 309	197 828	139 668	149 315	187 489	25,6	190 039
Institutionnel	k$	171 972	225 284	166 085	166 401	251 387	51,1	202 096
Nouvelles unités créées	n	...	...	10 909	10 630	9 674	– 9,0	...
Ensemble du Québec		**13 806 682**	**12 929 699**	**14 992 345**	**15 489 597**	**16 062 508**	**3,7**	**14 008 335**
Résidentiel	k$	8 911 629	8 406 668	9 856 251	10 174 688	10 196 082	0,2	9 151 047
Non résidentiel	k$	4 895 053	4 523 131	5 136 094	5 314 909	5 866 426	10,4	4 857 288
Commercial	k$	2 625 641	2 489 522	2 778 545	3 275 802	3 084 319	– 5,8	2 719 160
Industriel	k$	1 102 337	827 468	890 420	966 666	1 254 308	29,8	934 697
Institutionnel	k$	1 167 075	1 206 151	1 367 129	1 072 441	1 527 799	42,5	1 203 431
Nouvelles unités créées	n	...	...	53 579	53 890	51 262	– 4,9	...

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les permis de bâtir résidentiels ont autorisé la construction de 2 187 nouvelles unités indépendantes, comparativement à 2 862 en 2011, soit une décroissance de 23,6 %. La valeur des permis délivrés dans ce secteur atteint 551,1 M$. La valeur de 2012 est supérieure à la moyenne des cinq dernières années (543,5 M$).

La valeur des permis de bâtir non résidentiels octroyés en 2012 est inférieure à la moyenne des cinq dernières années uniquement pour la composante institutionnelle, qui se chiffre à 77,2 M$, contre une moyenne des cinq dernières années de 81,4 M$. Les permis de bâtir commerciaux se chiffrent à 283,9 M$, en croissance de 111,3 % par rapport à 2011 (moyenne des cinq dernières années : 165,9 M$). Les permis de bâtir industriels accordés représentent 53,8 M$, une croissance annuelle de 62,4 %, portant la valeur de 2012 bien au-delà de la moyenne des cinq dernières années (33,9 M$).

7. Science et technologie

par Marianne Bernier, Direction des statistiques économiques

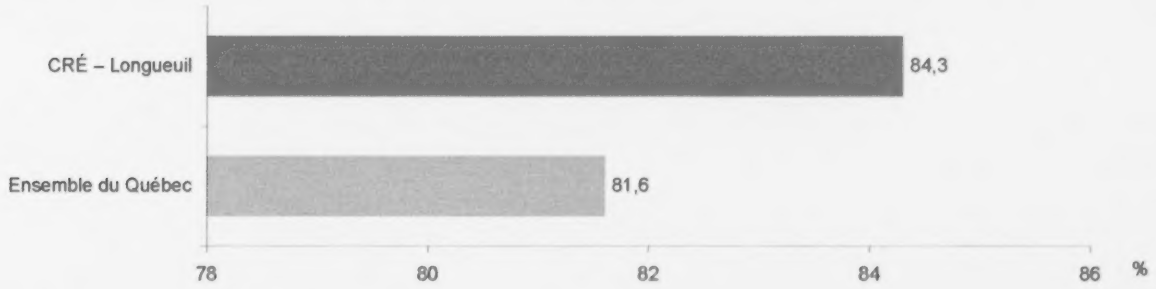
Les données présentées dans ce chapitre sont tirées de l'*Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet* de l'Institut de la statistique du Québec et sont diffusées dans son site Web.

Le taux de branchement des ménages à Internet est de 84,3 %

En 2012, la proportion de ménages connectés à Internet dans le territoire de la CRÉ – Longueuil s'élève à 84,3 %, tandis qu'elle est de 81,6 % dans l'ensemble du Québec. Le territoire de la municipalité régionale de comté de Longueuil couvre l'entièreté du territoire de la CRÉ, donc le taux de branchement y est le même (84,3 %).

Figure 7.1

Proportion de ménages branchés à Internet, CRÉ – Longueuil et ensemble du Québec, 2012



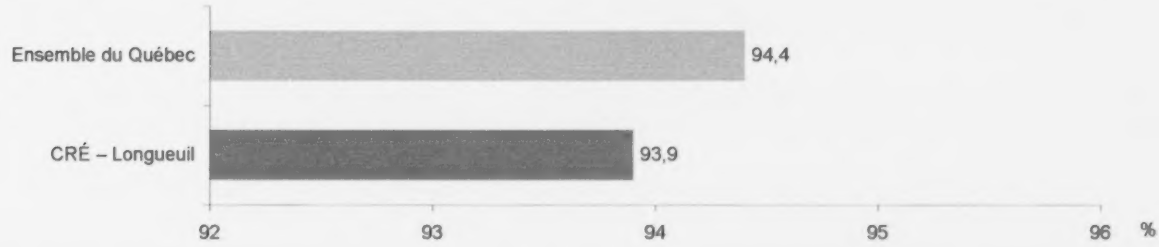
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

Plus de neuf ménages branchés sur dix ont une connexion Internet haute vitesse

Parmi les ménages branchés de la CRÉ – Longueuil, 93,9 % ont une connexion Internet haute vitesse, soit une connexion permettant une vitesse de téléchargement de 1,5 mégabit par seconde ou plus. Dans l'ensemble du Québec, le taux de branchement à la haute vitesse est de 94,4 %.

Figure 7.2

Ménages branchés à la haute vitesse, en proportion des ménages branchés, CRÉ – Longueuil et ensemble du Québec, 2012



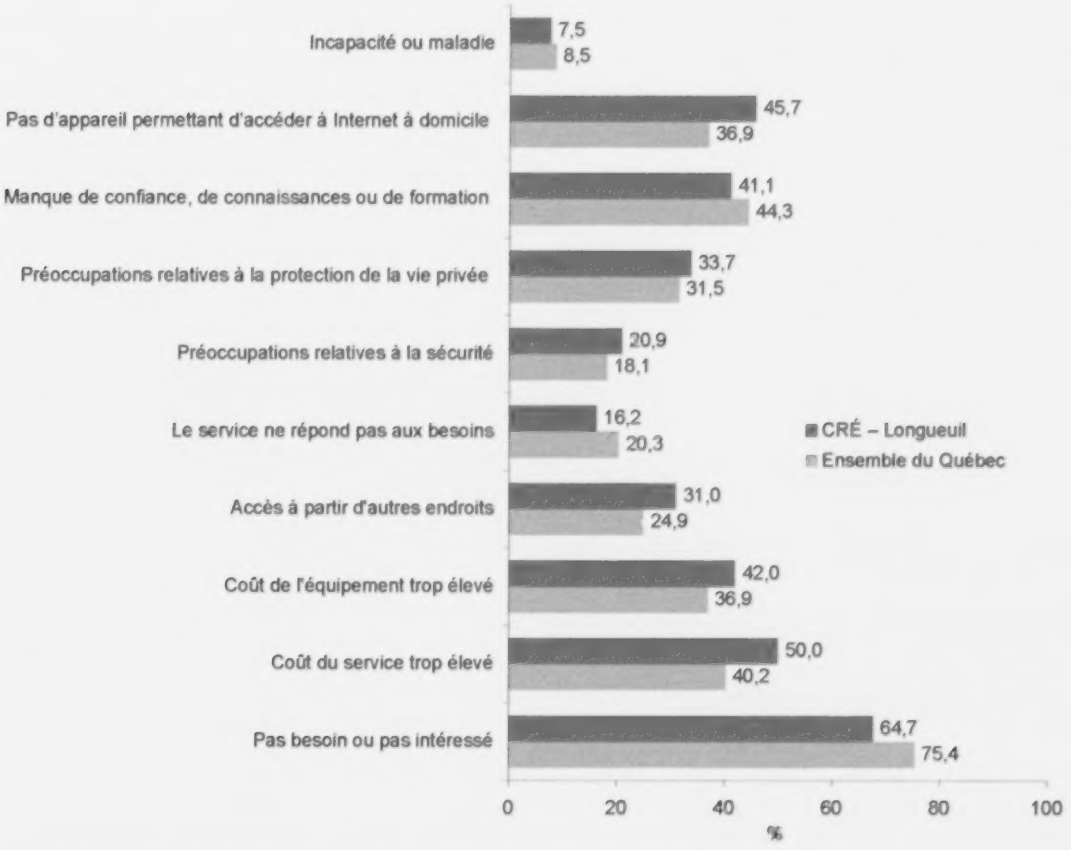
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

Un ménage non branché sur deux affirme que le coût du service est trop élevé

En 2012, 15,7 % des ménages de la CRÉ – Longueuil ne sont pas branchés à Internet. Les raisons les plus fréquemment évoquées par ces ménages pour expliquer le non-branchement sont l'absence de besoin ou le manque d'intérêt (64,7 %), le coût du service trop élevé (50,0 %) et l'absence d'appareil permettant d'accéder à Internet à domicile (45,7 %). Dans l'ensemble du Québec, ces raisons ont été évoquées par 75,4 %, 40,2 % et 36,9 % respectivement de ménages non branchés à Internet.

Figure 7.3

Proportion de ménages non branchés à Internet selon la raison du non-branchement, CRÉ – Longueuil et ensemble du Québec, 2012



Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet*, 2012.

8. Santé

par Pierre Cambon, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

L'analyse dans cette section est surtout focalisée sur l'offre de services dans le système de santé au Québec, à savoir le personnel de la santé et les installations sociosanitaires.

Personnel de la santé

En 2011, dans la CRÉ – Longueuil, le nombre de médecins augmente de 2,1 %, ce qui fait perdurer la croissance uniforme amorcée en 2008. Au Québec, ce nombre s'accroît de 2,7 %, ce qui porte l'effectif à 17 535. Depuis 2007, l'accroissement du nombre de médecins dans la région (+4,3 %) est dû davantage aux spécialistes (+ 10,1 %) qu'aux omnipraticiens (– 1,9 %). Au Québec, les spécialistes (+ 10,6 %) plus que les omnipraticiens (+ 6,1 %) ont participé à l'augmentation du nombre de médecins (+ 8,4 %). Pour ce qui est des dentistes, on assiste en 2011 à une hausse de 1,4 %, ce qui change de la stagnation observée en 2010. Depuis 2007, la situation est demeurée inchangée dans la CRÉ – Longueuil.

On enregistre en 2010-2011 pour le personnel infirmier une hausse de 3,1 % dans la CRÉ – Longueuil. Cette croissance est plus marquée chez les infirmières auxiliaires (+ 11,2 %) et les préposées aux bénéficiaires (+ 4,7 %) que chez les infirmières cliniciennes et praticiennes (+ 2,7 %) et les infirmières (– 2,4 %).

Tableau 8.1

Personnel de la santé, CRÉ – Longueuil, 2007 à 2012

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Médecins[1]	**n**	**1 081**	**1 089**	**1 094**	**1 104**	**1 127**
Omnipraticiens	n	527	529	519	509	517
Ensemble des spécialistes	n	554	560	575	595	610
Nombre pour 1 000 habitants[2,r]	n pour 1 000 hab.	2,76	2,76	2,75	2,75	2,77
Dentistes[1]	**n**	**219**	**228**	**216**	**218**	**219**
Nombre pour 1 000 habitants[2,r]	n pour 1 000 hab.	0,56	0,58	0,54	0,54	0,54
		2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Personnel infirmier[3,4]	**n**	**4 312**	**4 453**	**4 598**	**4 739**	..
Infirmières	n	1 459	1 435	1 404	1 371	..
Infirmières cliniciennes et praticiennes	n	637	684	731	751	..
Infirmières auxiliaires	n	475	547	591	657	..
Préposées aux bénéficiaires	n	1 741	1 787	1 872	1 960	..
Nombre pour 1 000 habitants[2,r]	n pour 1 000 hab.	11,00	11,29	11,55	11,79	..

Note : Bien que regroupant une grande majorité de femmes, les données sur les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infimières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires incluent également les hommes.

1. Dans les statistiques, seuls les médecins et les dentistes (incluent les spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale) ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.
2. Calculé pour l'ensemble du personnel concerné par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière. Pour plusieurs raisons, les ratios médecins/population par CRÉ ne doivent pas être interprétés comme des indicateurs d'accès aux services médicaux. Parmi ces raisons, la principale tient au fait que les populations de plusieurs régions reçoivent une partie importante des services qui leur sont fournis de médecins d'une région autre que celle dans laquelle résident ces populations. C'est le cas notamment des populations des régions situées en périphérie des grands centres de Montréal et de Québec.
3. Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars). L'effectif du réseau de la santé et des services sociaux comprend uniquement certaines catégories du personnel infirmier: les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires.
4. Le nombre de personnes à l'emploi du réseau au 31 mars de l'année. Les personnes occupant plus d'un emploi au 31 mars sont comptabilisées une seule fois, en priorisant selon le statut (d'abord temps complet régulier, puis temps partiel régulier et ensuite temps partiel occasionnel), et, pour un même statut, selon l'équivalent temps complet (ETC) (MSSS, 2012).

Sources : Ministère de la Santé et des Services sociaux; Régie de l'assurance maladie du Québec.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins de santé physique et de gériatrie dans la CRÉ – Longueuil, en 2010-2011, il augmente pour la deuxième année consécutive et aboutit à 98,2 %. De plus, l'augmentation de 3,7 points de pourcentage s'accompagne d'une hausse de 4,7 % du nombre d'usagers. Au niveau provincial, le taux d'occupation (84,8 %) croît de 0,9 point, alors que le nombre d'usagers (723 449) augmente de 2,3 % en 2010-2011. Par ailleurs, la baisse de 0,8 % du nombre de lits dressés dans les unités de soins de santé physique et de gériatrie dans la CRÉ – Longueuil en 2010-2011 freine la croissance des deux dernières années. Au Québec, le nombre de lits dressés (15 999) poursuit, en 2010-2011, sa légère augmentation (+ 1,0 %), et ce, pour une quatrième année consécutive.

Dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, malgré une baisse de 0,1 point du taux d'occupation des lits dressés en 2010-2011, la CRÉ – Longueuil (98,5 %) affiche un taux supérieur à celui du Québec (97,6 %). Cette diminution s'accompagne d'une hausse du nombre d'usagers de 8,3 %. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation augmente de 0,5 point en 2010-2011, alors que le nombre d'usagers (69 028) connaît une diminution de 0,5 %. Pour la deuxième année consécutive, le nombre de lits dressés dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée a décliné dans la CRÉ – Longueuil (– 1,5 % en 2010-2011). Au Québec, après la stagnation observée en 2009-2010, le nombre de lits dressés (39 711) décroît en 2010-2011 (– 1,2 %).

Tableau 8.2

Utilisation des lits selon le secteur[1], CRÉ – Longueuil, 2006-2007 à 2010-2011

	Unité	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Soins de santé physique et gériatrie						
Lits dressés[2]	n	601	588	604	646	641
Nombre pour 1 000 habitants[3,r]	n pour 1 000 hab.	1,55	1,50	1,53	1,62	1,59
Usagers[4]	n	30 600	30 362	30 829	30 227	31 654
Taux d'occupation[5]	%	99,1	95,4	92,6	94,5	98,2
Hébergement et soins de longue durée						
Lits dressés[2]	n	1 611	1 622	1 622	1 576	1 553
Nombre pour 1 000 habitants[3,r]	n pour 1 000 hab.	4,14	4,14	4,11	3,96	3,86
Usagers[4]	n	2 873	2 734	2 580	2 458	2 663
Taux d'occupation[5]	%	97,7	97,1	97,8	98,6	98,5

1. Les données sont présentées sur la base des années financières (1er avril au 31 mars).
2. Nombre de lits dressés (lits dotés en personnel et prêts à recevoir un usager), tel qu'observé au 31 mars de chaque année financière, au sein du réseau d'établissements publics et privés conventionnés du Québec.
3. Calculé pour l'ensemble du nombre de lits dressés par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.
4. Usagers présents à un moment ou l'autre durant l'année financière.
5. Représente le nombre de jours-présence réels divisé par le nombre de jours-présence théoriques (nombre de lits dressés au 31 mars multiplié par 365 jours) pour une année financière donnée, le tout multiplié par 100.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux.

9. Éducation

par Pierre Cambon, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Formation au collégial : diplômés selon le type de formation et le type de programme

Les établissements collégiaux de la CRÉ – Longueuil ont décerné 1 873 diplômes en formation préuniversitaire (59,6 %) et 1 264 diplômes en formation technique (40,2 %) en 2011. Pour une deuxième année consécutive, l'écart pour les diplômes attribués entre ces deux types de formation s'agrandit graduellement; en 2009, les proportions étaient de 56,4 % pour la formation préuniversitaire contre 43,4 % pour la formation technique.

Entre 2006 et 2011, le nombre de diplômés de niveau collégial de la CRÉ – Longueuil a diminué de 15,1 %. Cette tendance positive est due principalement à la hausse de 16,6 % des diplômes préuniversitaires, plus souvent observée chez les femmes (+ 23,2 %) que chez les hommes (+ 7,8 %). Les diplômes techniques sont eux aussi en croissance de 12,5 % durant la même période, car tant les femmes (+ 15,6 %) que les hommes (+ 9,2 %) connaissent une hausse, quoique moindre chez ces derniers. On constate également que le nombre de diplômes du collégial décernés à des femmes dépasse celui des diplômes remis aux hommes (56,7 % et 43,3 % respectivement), et ce, tant en formation préuniversitaire que technique.

En formation préuniversitaire, les sciences humaines regroupent 57,8 % des diplômes décernés et les sciences, 30,2 %. Ces familles de programmes représentent, dans le même ordre, le plus grand nombre de diplômes attribués au préuniversitaire, quelle que soit la région administrative au Québec. On peut aussi observer de la CRÉ – Longueuil que les femmes sont majoritaires dans tous les types de programmes préuniversitaires. En ce qui a trait à la formation technique, ce sont les techniques administratives qui comptent le plus de diplômes décernés, soit 41,2 %, suivies par les techniques biologiques, 28,0 %. Par ailleurs, les hommes sont plus souvent diplômés en techniques administratives, artistiques et physiques, alors que les femmes sont majoritairement diplômées en techniques biologiques et humaines.

Tableau 9.1

Nombre de diplômes décernés au collégial par type de formation et famille de programme, CRÉ – Longueuil, 2007-2011

	2007[r]	2008[r]	2009[r]	2010[r]	2011[p1]
			n		
CRÉ – Longueuil	**2 857**	**2 845**	**3 218**	**x**	**3 144**
Hors programme	**–**	**–**	**5**	**x**	**7**
Préuniversitaire	**1 614**	**1 696**	**1 816**	**1 975**	**1 873**
Arts	27	25	13	22	17
Arts et lettres	220	208	213	227	175
Lettres	–	x	–	–	–
Multiples	27	x	25	20	34
Sciences	454	513	516	602	565
Sciences humaines	886	926	1 049	1 104	1 082
Technique	**1 243**	**1 149**	**1 397**	**1 372**	**1 264**
Techniques administratives	591	628	732	695	521
Techniques artistiques	26	31	47	49	54
Techniques biologiques	274	241	326	292	354
Techniques humaines	152	98	116	139	148
Techniques physiques	200	151	176	197	187

1. Les données de 2011 sont provisoires et incomplètes. Environ 3 000 attestations d'études collégiales (AEC) sont manquantes à l'échelle du Québec, ce qui est probablement dû à un retard de transmission des données (en période de grève étudiante) et non à une baisse réelle du nombre d'AEC.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

10. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

En 2011, en matière d'établissements culturels, ce sont les salles de spectacles (23) et les librairies (15) que l'on retrouve en plus grand nombre dans la CRÉ de Longueuil. À l'exception du nombre d'écrans de cinéma, la prévalence des établissements culturels par 100 000 habitants (salle de spectacles, institutions muséales, librairies, etc.), est moins élevée dans cette CRÉ que dans l'ensemble du Québec.

Tableau 10.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, CRÉ – Longueuil, 2010-2011

	Établissements		Ratio CRÉ/Québec	Établissements[1] par 100 000 habitants	
				CRÉ	Ensemble du Québec
	2010	2011	2011	2011	
	n		%	n	
Centres d'artistes	–	–	–	–	0,0
Salles de spectacles	16	23	3,7	5,7	7,8
Institutions muséales[2]	4	4	0,9	1,0	5,5
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	15	..	..	..	...
Bibliothèques publiques affiliées: points de services	..	..	..	..	...
Librairies	15	15	4,2	3,7	4,5
Cinémas et ciné-parcs	6	6	5,1	1,5	1,5
Écrans	71	71	9,2	17,5	9,7
Stations de radio privées et communautaires	2	..	..	..	2,1

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.
2. Il s'agit du nombre d'institutions muséales ayant fourni des statistiques de fréquentation à l'OCCQ en 2010.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En 2011, la CRÉ – Longueuil, qui représente 5,1 % de la population du Québec, a diffusé 2,8 % des représentations des arts de la scène au Québec et ses institutions muséales ont accueilli 0,1 % de la fréquentation muséale du Québec. En 2010, le nombre de prêts effectués par les bibliothèques publiques s'est élevé à 5 658 par 1 000 habitants, ce qui est supérieur à ce qu'on a observé dans les deux autres CRÉ de la Montérégie.

Tableau 10.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, CRÉ – Longueuil, 2010-2011

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio CRÉ/Qc
		2011	2010	2011	2011
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n				
Entrées	n	376	1,2	0,9	2,3
Assistance des cinémas		203 601	677,0	500,8	3,1
Entrées	n				
Fréquentation des institutions muséales		x	...	x	...
Entrées	n				
Fréquentation des bibliothèques publiques autonomes		21 900	33,9	53,9	0,2
Nombre de prêts[1]	n				
Ventes de livres par les librairies		..	6 205,6	...	...
Ventes de livres neufs	$				

1. Les données portent sur la population desservie.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Concepts et définitions

Territoire

Couverture du sol

Les données de couverture du sol, GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V) sont le résultat de la vectorisation de données matricielles thématiques issues de la classification d'orthoimages Landsat 5 et Landsat 7 des zones forestières et agricoles du Canada et des territoires du Nord. La couverture forestière provient du projet d'Observation de la Terre pour le développement durable des forêts (OTDD), initiative du Service canadien des forêts (SCF). La couverture agricole provient du Service national d'information sur les terres et les eaux (SNITE) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et la couverture du sol des territoires du Nord a été réalisée par le Centre canadien de télédétection (CCT). La précision cartographique circulaire normalisée (PCCN) est de 30 mètres ou mieux. Cette précision est basée sur les orthoimages Landsat 7.

Données non disponible

Données non disponibles, étendues non classifiées en raison de la présence de nuages, d'ombre ou d'autres facteurs de qualité des images.

Eau

Lacs, réservoirs, fleuves, rivières, ruisseaux et étendues d'eau salée.

Glace, roche, terrain découvert

Principalement des étendues non végétalisées et non mises en valeur. Cette catégorie inclut les glaciers, la roche, les sédiments, les brûlis, la blocaille, les mines et les autres surfaces naturellement non végétalisées. D'autres étendues modifiées par l'activité humaine peuvent être représentées dans cette classe. Cette catégorie exclut les étendues agricoles en jachère.

Zones développées

Étendues principalement construites ou mises en valeur incluant la végétation associée à ces catégories de couverture. Elles peuvent inclure les surfaces occupées par les routes, les voies ferrées, les bâtiments et les étendues revêtues, les régions urbaines, les parcs, les sites industriels, les ouvrages miniers et les fermes.

Bryophytes et lichens

Composés de bryophytes (mousses, hépatiques et cératophylles) et de lichens (types foliacés et fruticuleux, mais pas de type crustacé). La couverture végétale de bryophytes et lichens doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale. Cette catégorie comprend également les prairies alpines, les étendues d'herbes et d'autres végétations herbacées indigènes, incluant des étendues d'arbustes.

Arbustes

Principalement les étendues occupées par une végétation ligneuse relativement basse (généralement ± 2 mètres). Elles peuvent inclure des étendues herbeuses ou des prairies humides portant une végétation ligneuse et les forêts en voie de régénération.

Terres humides

Étendues où la surface de saturation se situe au niveau, à proximité ou au-dessus de la surface du sol pendant un intervalle d'assez longue durée pour que s'y manifestent des processus aquatiques ou de milieux humides.

Plantes herbacées et toundra

Plantes vasculaires sans tige ligneuse (graminées, herbacées latifoliées ou graminoïdes, et plantes cultivées). La couverture végétale de plantes herbacées et toundra doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale.

Terres agricoles cultivées

Cette catégorie inclut les cultures annuelles et vivaces et exclut les prairies.

Forêt de conifères

Forêt principalement composée de conifères ou végétation arborescente à feuillage persistant. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt de feuillus

Forêts et étendues boisées principalement composées de feuillus. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt mixte

Forêts et étendues boisées composées de conifères et de feuillus.

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Indice synthétique de fécondité

L'indice synthétique de fécondité correspond au nombre moyen d'enfants qu'aurait un groupe de femmes si elles connaissaient, tout au long de leur vie féconde, les niveaux de fécondité par âge d'une année ou d'une période donnée. Il se calcule en faisant la somme des taux de fécondité par âge de l'année ou de la période considérée. Cet indicateur est indépendant de la structure par âge de la population. Il est cependant sensible aux changements qui peuvent survenir dans le calendrier de la fécondité. Par exemple, un report des naissances conduit à une baisse de l'indice, même si la descendance finale des générations, mesurée à la fin de la vie féconde, n'est pas modifiée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu disponible des ménages

Somme de tous les revenus reçus par les ménages résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels. Plus précisément, le revenu disponible se compose du revenu primaire, des transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des ISBLSM et des administrations publiques moins les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux ISBLSM (les dons), ainsi qu'aux administrations publiques comme les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale.

Revenu disponible des ménages par habitant

Correspond au revenu disponible des ménages d'un territoire donné divisé par la population totale.

Revenu primaire

Les revenus primaires sont les revenus qui échoient aux ménages du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'elles possèdent les actifs nécessaires pour la production. Les revenus primaires se composent de la rémunération des salariés, du revenu mixte net et du revenu net de la propriété. Les revenus primaires ne comprennent pas les cotisations sociales aux régimes d'assurance sociale, ni les prestations versées à partir de ces régimes, les impôts courants sur le revenu, sur le patrimoine, etc., ni les autres transferts courants.

Rémunération des salariés

Elle se définit comme la rémunération totale, en espèces ou en nature, à verser par une entreprise à un salarié pour le travail effectué par celui-ci durant la période comptable. La rémunération des salariés est enregistrée sur la base des droits et obligations; elle est donc mesurée par la valeur de la rémunération en espèces ou en nature qu'un salarié est en droit de recevoir de la part de son employeur, pour le travail effectué au cours de la période concernée, que la rémunération soit payée à l'avance, au moment où le travail est effectué, ou après. Plus précisément, sont considérés dans la rémunération des salariés, les salaires avant retenues, les pourboires, les commissions, les primes de rendement, les honoraires des directeurs et les allocations pour vacances et congés de maladie, ainsi que le solde et les indemnités militaires.

Revenu mixte net

Il correspond au revenu que les entreprises non constituées en société tirent de la production de biens et de services. On l'appelle revenu mixte parce qu'il inclut à la fois le revenu imputé au facteur capital de la production, ainsi que le revenu imputé au facteur travail de la production (rémunération du travail effectué par le ou les propriétaires). Le revenu mixte net correspond au revenu mixte brut moins la consommation de capital fixe.

Revenu net de la propriété

Cette catégorie de revenu correspond essentiellement aux revenus de placement, lesquels comprennent les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, de même que les intérêts sur les dépôts en banque ou en société de fiducie. Les gains en capital sont exclus.

Transferts courants des administrations publiques aux ménages

Paiements tels que les prestations fiscales pour enfants et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de sécurité de la vieillesse, les prestations de bien-être social, les bourses d'études et les subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux peuples autochtones, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, et les allocations aux anciens combattants.

Transferts courants des non-résidents aux ménages

Pensions payées par des administrations publiques étrangères à des résidents canadiens plus les versements faits par des non-résidents à des résidents canadiens.

Transferts courants des ISBLSM aux ménages

Comprennent les transferts en argent ainsi que les transferts en nature comme les dons de nourriture, de vêtements, de couvertures et de médicaments

Transferts courants des ménages aux non-résidents

Versements par des résidents canadiens à des non-résidents et retenues d'impôt à la source versées à l'étranger.

Transferts courants aux ISBLSM

Ils consistent en des transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ISBLSM, sous forme de cotisations, de souscriptions, de dons volontaires, etc. Ces transferts sont destinés à couvrir les coûts de la production non marchande des institutions sans but lucratif au service des ménages, ou à fournir les fonds permettant de financer les transferts courants aux ménages résidents ou non résidents, sous forme de prestations d'assistance sociale.

Transferts courants des ménages aux administrations publiques

Impôts sur le revenu, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts courants.

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Nombre d'unités de logements

Il correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées.

Santé

Infirmière

Détient un diplôme d'études collégiales en soins infirmiers (DEC) d'une durée de 3 ans et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou est en attente de le recevoir.

Infirmières cliniciennes et praticiennes

Détiennent un baccalauréat en sciences infirmières ou un baccalauréat comportant trois certificats admissibles, dont au moins deux certificats reconnus en soins infirmiers, ou un diplôme de deuxième cycle donnant ouverture au certificat de spécialiste de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec (OIIQ) et les attestations de formation prescrites par la réglementation ainsi qu'un certificat de spécialiste de l'OIIQ. Ces infirmières doivent détenir également un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou être en attente de le recevoir.

Infirmière auxiliaire

Détient le diplôme d'études professionnelles (DEP) décerné pour avoir réussi le programme de formation Santé, assistance et soins infirmiers (SASI) et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.

Préposée aux bénéficiaires

Détient un diplôme d'études professionnelles ou une attestation d'études collégiales en assistance à la personne en établissement de santé ou autre formation appropriée.

Éducation

Formation professionnelle

La formation professionnelle, constituée de l'ensemble des programmes d'études professionnelles (sanctionnés par une AFP, un DEP ou une ASP), est régie par la Loi sur l'instruction publique, le Régime pédagogique de la formation professionnelle et l'Instruction de la formation professionnelle et est offerte aux jeunes et aux adultes. Les métiers ou professions associés à ces programmes sont d'un niveau de complexité moindre que celles associées aux programmes d'études techniques. Les programmes d'études professionnelles sont dispensés par des établissements d'enseignement secondaire (les centres de formation administrés par les commissions scolaires et établissements privés). Une formation professionnelle mène à l'exercice d'un métier spécialisé ou semi-spécialisé.

Formation technique

La formation technique, constituée de l'ensemble des programmes d'études techniques (sanctionnés par un DEC ou une AEC), est régie par la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et le Règlement sur le Régime des études collégiales et est offerte aux jeunes et aux adultes. Les métiers ou professions associées à ces programmes sont d'un niveau de complexité plus élevé que celles associées aux programmes d'études professionnelles. Les programmes de formation technique sont dispensés par des établissements d'enseignement postsecondaire (les cégeps, les établissements privés subventionnés, les établissements privés non-subventionnés et les écoles gouvernementales). Une formation technique vise un métier ou une profession de technicienne ou technicien.

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'*Enquête sur la fréquentation des spectacles* de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

Tableau comparatif pour les régions administratives et les CRÉ de la Montérégie

	PIB par habitant		Revenu disponible des ménages par habitant		Taux de chômage[1]	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Population au 1er juillet	
	2011ep	Var. 11/10	2011p	Var. 11/10	2012	2010	Var. 13/12	2012p	TAAM[2] 2006-2012
	$/hab.	%	$/hab.	%	%	%	%	n	pour 1000
Bas-Saint-Laurent	31 669	4,4	22 345	2,5	8,1	6,1	3,3	199 834	– 1,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	36 221	3,9	23 887	3,0	8,1	6,0	– 9,9	273 009	– 0,7
Capitale-Nationale	43 862	3,5	26 431	2,0	5,7	5,5	10,4	707 984	9,5
Mauricie	31 999	4,2	22 664	1,5	9,7	8,9	3,2	263 269	1,9
Estrie	32 588	3,6	23 180	2,1	8,0	8,7	– 0,9	315 487	7,8
Montréal	55 722	3,9	26 567	3,8	10,2	16,6	– 2,4	1 981 672	9,3
Outaouais	31 269	3,4	25 523	2,6	6,5	8,4	0,0	372 329	12,8
Abitibi-Témiscamingue	41 784	4,4	26 907	5,3	6,4	7,1	– 0,3	146 753	2,2
Côte-Nord	58 909	3,2	26 789	2,4	7,6	8,5	– 19,2	95 647	– 1,6
Nord-du-Québec	66 131	4,0	24 753	2,7	7,6	15,4	10,0	42 993	10,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	27 323	4,7	21 857	4,1	12,9	8,8	– 16,9	92 536	– 4,7
Chaudière-Appalaches	32 915	3,4	24 444	1,7	4,6	4,8	– 2,2	408 188	4,7
Laval	32 245	3,0	26 196	2,0	8,1	8,1	4,4	409 718	15,9
Lanaudière	23 959	3,2	24 934	1,9	7,9	7,5	2,6	476 941	15,8
Laurentides	30 282	3,4	26 045	1,8	6,8	7,3	10,4	563 139	13,8
Montérégie	32 879	3,4	26 598	2,2	6,5	7,5	2,5	1 470 252	10,2
CRÉ – Longueuil	38 301	3,6	27 649	1,8	..	8,5	5,7	410 314	9,0
CRÉ – Montérégie Est	33 680	3,5	26 457	2,3	..	6,3	1,6	630 596	8,2
CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	26 506	2,9	25 799	2,6	..	8,3	0,4	429 342	14,4
Centre-du-Québec	35 613	3,3	23 219	1,7	8,3	7,8	2,4	235 005	6,6
Ensemble du Québec	**39 351**	**3,6**	**25 646**	**2,6**	**7,8**	**9,3**	**0,5**	**8 054 756**	**9,0**

1. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.
2. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 3.

Tableau comparatif pour les MRC des CRÉ de la Montérégie

	Revenu disponible des ménages par habitant		Taux de travailleurs de 25 à 64 ans	Taux de faible revenu des familles	Population au 1er juillet		Accroissement naturel	Solde migratoire interne
	2011p	Var. 11/10	2011p	2010	2012p	TAAM[1] 2006-2012	2012p	2011-2012[2]
	$/hab.	%	%	%	n	pour 1000	n	n
Montérégie	**26 598**	**2,2**	**77,7**	**7,5**	**1 470 252**	**10,2**	**5 795**	**5 337**
CRÉ – Longueuil	27 649	1,8	74,7	8,5	410 314	9,0	1 252	– 419
CRÉ – Montérégie Est	26 457	2,3	78,5	6,3	630 596	8,2	2 467	2 315
CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	25 799	2,6	79,4	8,3	429 342	14,4	2 077	3 441
Ensemble du Québec	**25 646**	**2,6**	**73,3**	**9,3**	**8 054 756**	**9,0**	**27 900**	**...**

Note : Pour la population et le solde migratoire interne, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2012. Pour l'accroissement naturel et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2012. Pour le revenu disponible des ménages par habitant, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2011. Pour le taux de faible revenu des familles, selon le découpage des MRC géographiques au 1er janvier 2010.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 3.
2. Année du 1er juillet au 30 juin.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

CRÉ – Longueuil

Superficie en terre ferme (2012)	282 km²
Densité de population (2012)	1 455,7 hab./km²
Population totale (2012[p])	410 314 hab.
Solde migratoire interrégional (2011-2012)[1]	–419 hab.
PIB aux prix de base (2011[pp])	15 572,0 M$
PIB par habitant (2011[p])	38 301 $/hab.
Revenu disponible des ménages par habitant (2011[p])	27 649 $/hab.
Taux de travailleurs de 25 à 64 ans (2011[p])	74,7 %
Taux de faible revenu des familles (2010)	8,5 %
Dépenses en immobilisation (2013)[2]	3 609 M$

1. Année du 1er juillet au 30 juin.
2. Perspectives.

Institut de la statistique Québec